

populaire de Chine. Des événements d'une importance dramatique se sont produits autour d'une table de ping-pong il y a quelques semaines—des événements incroyables. Un résultat aussi inattendu et aussi prometteur est tout à l'honneur du gouvernement des États-Unis; un des membres de l'opposition a signalé aujourd'hui que nos façons d'agir offusqueraient les États-Unis. Permettez-moi de vous citer un passage d'un éditorial du *Christian Science Monitor*, reproduit dans le *Globe and Mail* du 24 mai. Voici ce qu'on y lit:

Mais il n'y a vraiment pas lieu de s'offusquer et le gouvernement de Washington lui-même a fait à la politique étrangère de Trudeau le suprême honneur de l'imiter. Car enfin, c'est lui qui a ouvert la voie en direction de Pékin, où Washington cherche maintenant à s'engager.

Nous vivons donc dans un monde nouveau, dont la compréhension dépasse, selon toute apparence, les critiques des affaires extérieures de l'opposition officielle. Il y a quelques jours, le président des États-Unis annonçait une mesure pour faire entrer le monde dans une ère de négociations en vue de mettre fin à l'escalade des armements. Il a déclaré qu'on était venu à bout de l'impasse dans les pourparlers avec la Russie sur la limitation des armes stratégiques. Avant que les superpuissances nucléaires ne réussissent vraiment à ralentir la course lunatique aux armes, d'après négociations restent à faire. Mais ces pays sont maintenant convenus, après 18 mois de pourparlers, de s'employer à limiter simultanément les missiles défensifs et offensifs. Le déblocage dans les SALT n'est pas un incident isolé. Là où il y a progrès dans un secteur, un autre est possible ailleurs. Dieu merci, c'est ce que pense le gouvernement canadien.

• (4.30 p.m.)

A Genève, notre représentant, M. George Ignatieff, poursuit avec quelque succès ses efforts en vue de faire interdire les essais nucléaires souterrains. Il a persuadé les membres de la conférence des 25 nations d'écouter les scientifiques qui prétendent que les instruments sismologiques les plus modernes détecteront même les plus faibles exploisions nucléaires à 4,000 milles de distance. Si ces savants peuvent le prouver, la signature d'un traité interdisant toute expérience nucléaire devrait s'ensuire—et voilà une autre initiative canadienne, une autre indication que, partout où les intérêts vitaux du pays entrent en jeu, nous conférerons avec n'importe quel gouvernement, peu importe son idéologie, si nous croyons ainsi aider le peuple canadien et améliorer le sort de l'humanité. Telle doit être notre doctrine.

Il y a tout lieu de penser que les divers pays ne voient dans la politique extérieure qu'un prolongement de la défense de leur intérêts strictement nationaux. Si, de nos jours, ces pays sont intéressés par la détente, il se pourrait bien que ce soit, entre autres raisons, parce qu'ils ne décèlent guère l'avantage qu'il y aurait, à longue échéance, à accumuler les armements et à détériorer le milieu ambiant. Et, en partie tout au moins, ils se sont rendu compte de la nécessité de coopérer.

Il serait naïf de s'imaginer qu'une coopération plus étroite entre le Canada et l'URSS, ou entre les États-Unis et la République populaire de Chine, ou entre deux autres pays quelconques, équivaut à un abandon par ces pays des objectifs et des politiques poursuivies de longue date. Quant à nous, nous nous rendrions coupables d'une

monstrueuse négligence envers le peuple canadien si nous ignorions, abandonnions ou laissons de côté toute initiative susceptible de contribuer à l'amélioration du sort des Canadiens et de la situation mondiale. C'est dans cet esprit, c'est-à-dire sous le signe de l'espoir et de l'optimisme, que le Canada a conclu avec l'URSS l'accord que nous examinons aujourd'hui et, heureusement, la vaste majorité des Canadiens accueillera favorablement cet accord plutôt que de se rallier aux critiques mesquines formulées tout à l'heure par l'opposition officielle.

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, au nom de notre parti, je souhaite la bienvenue au premier ministre (M. Trudeau) à l'occasion de son retour au Canada et j'exprime l'espoir qu'il a bien goûté son voyage en Union soviétique. De fait, j'en suis sûr. Je crois que le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) a bien rendu les sentiments de notre parti en disant que c'était une tâche valable de la part du chef du gouvernement canadien que d'établir des contacts personnels, de s'entretenir avec les dirigeants de l'URSS, et de visiter leur pays.

J'ai lu le protocole. J'en déduis qu'il y a une entente ou accord de principe entre nos deux pays pour ce qui est de s'entretenir, de se consulter sur des questions d'intérêt mutuel, probablement de s'entendre si possible et de ne pas être d'accord dans le cas contraire. Existe-t-il vraiment une autre base pour établir de bonnes relations entre deux pays? Après tout, les nations se composent de personnes, et n'est-ce pas ainsi que font les individus et les groupes?

Le premier ministre a signalé, et je m'en réjouis, que le commerce entre nos deux pays avait fait l'objet de bien des échanges de vues. Le commerce est important. Nous avons vendu de grandes quantités de grains à l'URSS. Incidemment, un négociant de ma circonscription expose une demi-douzaine de tracteurs roumains qu'il vend aux cultivateurs de la Saskatchewan. Voilà un genre de commerce dont tous les habitants de l'Ouest se réjouissent car, étant assez pratiques de nature—et, sauf erreur, les citoyens de l'URSS le sont aussi—nous nous rendons parfaitement compte que nous ne pouvons continuer à suivre une voie unique en matière de commerce. Nous sommes conscients qu'il faut que ce dernier soit à double sens, qu'il faut que nous ouvrons nos portes aux produits que l'URSS doit vendre pour qu'en retour elle soit prête à nous acheter ce que nous avons à vendre.

J'ai eu le privilège d'assister à deux reprises aux négociations qui se sont poursuivies à Genève dans le cadre de l'Accord international sur le blé. Les négociateurs russes ont abordé la question de la même façon précisément que les négociateurs canadiens, sur une base pratique, réaliste et susceptible d'aboutir à des résultats. Je pense donc que le premier accord qui a été conclu en 1956 et le second signé en janvier de cette année faciliteront le commerce entre nos deux pays.

En ce qui a trait aux pourparlers entre nos deux pays au sujet de l'Arctique et des pêches, si nous pouvons protéger non seulement nos intérêts, mais encore l'écologie et les pêches, nous n'aurons pas perdu notre temps. Sauf erreur, on travaillait à un tel accord et il était en bonne voie avant le voyage du premier ministre, mais d'autres contacts pourraient fort bien être utiles.